

MOTION DU SYNDICAT CGT DE L'EQUIPEMENT

La CGT/EQUIPEMENT alerte les responsables administratifs et politiques de l'Archipel sur la détérioration du climat social au sein de leur service.

Comme nos collègues de Métropole, nous subissons depuis plusieurs années une baisse constante de notre pouvoir d'achat (les estimations sont de l'ordre de 27.5% d'inflation sur les dix dernières années).

Nous exigeons en urgence une étude complète et indépendante du coût de la vie sur l'Archipel ainsi qu'une revalorisation de l'indexation attribuée à l'ensemble des fonctionnaires servant à Saint-Pierre et Miquelon.

Il va de soi que nous avons la même exigence face à cette situation qui touche encore plus durement nos collègues retraités.

Nous restons extrêmement vigilants sur la gestion des personnels, la préservation de l'emploi public, la défense et le développement de nos missions.

Nous dénonçons le climat délétère qui règne dans certains services, la mise au placard ou les tentatives de déstabilisation de certains de nos camarades et l'inertie inadmissible et préjudiciable de responsables de service, plus soucieux de profiter des avantages de leur fonction que de développer et dynamiser leur service aux profits des collectivités.

Considérant le manque de confiance de la direction envers les responsables locaux et leurs agents, le Syndicat CGT/EQUIPEMENT demande la reconnaissance de leur travail par la hiérarchie et l'arrêt immédiat des mesures insultantes prises à leur encontre comme la suppression du droit de signature des bons de commande par exemple.

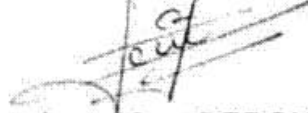
Nous sommes mobilisés contre les risques sérieux de nos missions traditionnelles au service de l'Archipel : La récente affaire du baliseur « Paul Veillon » nous rappelle qu'il est impératif de demeurer sur nos gardes.

Les Agents de l'Equipement, dans leur immense majorité, ont à cœur de mettre leur savoir-faire, leurs compétences et leur volonté d'amélioration de la qualité au service de l'intérêt général et des collectivités de Saint-Pierre et Miquelon.

Ils ne laisseront pas démanteler leurs outils de travail, ni pour aider à l'évolution de la carrière de certains chefs de service, ni pour servir la quiétude d'autres qui ne croient pas une minute à l'avenir de nos îles.

Le syndicat CGT/EQUIPEMENT demande l'examen des points évoqués ci-dessus et qu'une réponse soit apportée pour le 12 Décembre 2007.

Le Secrétaire Général,



Jean-Marc DEROUET

copie : EQUIPEMENT
CONSEIL TERRITORIAL
PREFECTURE
DEPUTE
SENATEUR MAIRE